FEDERATION DES SYNDICATS DU SECTEUR PUBLIC DU TCHAD

DECLARATION DE NDJAMENA : «  LE PEUPLE AU DESSUS DU PROFIT »

Réunies en atelier du 19 au 20 décembre 2017 au CEFOD, les organisations syndicales, la société civile en collaboration avec l’Internationale des Services Publics (ISP) ont réfléchi sur la problématique de la justice fiscale au Tchad dans le contexte de la crise financière et ses répercussions sociales et économiques.

Constatant que dans notre pays, le problème fondamental lié à la fiscalité est la faible mobilisation des ressources par les régies financières, la corruption, les exonérations abusives accordées aux entreprises nationales, multinationales et investisseurs internationaux, le non-respect des textes en vigueur …;

Depuis l’avènement du pétrole, nous observons un relâchement du contrôle fiscal au point où les ressources hors pétrole qui, par le passé constituaient une source viable pour le financement public ne le sont plus ; alors que les ressources pétrolières sont pourtant volatiles.

La plupart des recettes fiscales potentielles n’arrivent jamais au trésor public en raison de systèmes fiscaux non appliqués et/ou à cause d’une administration fiscale inefficace et dus aux fraudes fiscales massives.

En 2016, le scandale de Panama Papers a révélé que 10,76 Milliards de dollars américain provenant du Tchad sont logés illégalement dans des paradis fiscaux en est un exemple.

Nous constatons que cette absence de transparence financière qui contribue, depuis des années à l'évasion et à la fraude fiscale**,** aux détournements de fonds, aux délits d'initiés et d'autres activités de corruption ne participent pas à l’épanouissement des travailleurs et aux investissements dans les secteurs sociaux de base.

Nous protestons contre ces pratiques illicites orchestrées par le régime en place et disons non à cette crise sociale orchestrée dont les travailleurs en paient le lourd prix.

La faible mobilisation des ressources financières a conduit le Tchad aux endettements à des taux non concessionnels avec Glencore en complicité avec la Société des Hydrocarbures du Tchad (SHT) et autres. En effet, seule la transparence appliquée au système fiscal le rendrait moins dépendant de l'aide étrangère, de l’investissement direct étranger (IDE) ou des prêts ainsi que des ressources naturelles dont les prix sont très volatiles. Pour un pays pauvre comme le Tchad dont l’économie dépend de la rente pétrolière, la fiscalité constitue la source de revenus la plus durable et la plus stable pour financer son développement. Ce qui impose au gouvernement l’impérieuse nécessité d’une bonne gouvernance.

Les signatures de conventions fiscales tous azimuts, l’absence des opportunités desdites conventions ne sont pas l’apanage d’un Gouvernement responsable. Nous lui rappelons son rôle qui est le sien en tant que détenteur du pouvoir régalien, de promouvoir la justice fiscale par l’application des textes nationaux, régionaux et internationaux.

Nous exigeons du gouvernement :

* De traduire en justice les personnes impliquées dans la corruption, dans l’enrichissement illicites et le blanchiment d’argent ;
* De rapatrier les fonds illégalement mis dans les paradis fiscaux à l’étranger et de mettre un terme aux flux financiers illicites ;
* D’assainir les régies financières afin de rétablir les travailleurs en particulier et le peuple tchadien en général dans leurs droits.

Nous rappelons au gouvernement que les travailleuses et travailleurs ne sont pas des boucs émissaires qui doivent payer le prix de sa mauvaise administration fiscale.

Nous appelons à la mobilisation des organisations syndicales et de la société civile  à mener des actions citoyennes sans relâche pour mettre le gouvernement devant ses responsabilités.

Nous réitérons notre engagement dans la campagne pour la justice fiscale au profit de tous.

Nous lançons un appel à tous les acteurs syndicaux et la société civile de saisir les opportunités au niveau national, régional et international pour lutter contre les évasions fiscales et les flux financiers illicites.

Fait à Ndjamena, le 20 décembre 2017

Les Participantes et Participants